

Membres du jury :

Gianni D'AMATO, Professeur à l'Université de Neuchâtel

Céline BRACONNIER, Professeure à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye

Cécile Péchu, Maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne

Laurent TISSOT, Professeur à l'Université de Neuchâtel

Olivier Fillieule, Professeur à l'Université de Lausanne (co-directeur)

Jean-Noël Retière, Professeur à l'Université de Nantes (co-directeur)

Résumé

Cette thèse porte sur les citoyennetés populaires en Suisse, c'est-à-dire les formes plurielles d'implication politique des membres des classes populaires. Elle vise à analyser leurs rapports à la politique, à partir d'une étude localisée portant sur les fractions « hautes » des classes populaires, à savoir des ouvriers et des employés subalternes par ailleurs investis dans les lieux de sociabilité qui fondent la vie politique locale et cantonale. En d'autres termes, il s'agit de mettre au jour les rapports de domination qui traversent les classes populaires et les conséquences de cette segmentation sur leur implication politique. Dès lors, des engagements partisans, syndicaux, associatifs et électoraux ont été analysés dans différents contextes historiques.

En s'appuyant sur des investigations archivistiques et ethnographiques ainsi que sur des données statistiques, cette thèse montre que, dans les années 1940, le militantisme d'employés des Chemins de fer fédéraux au sein du Parti Ouvrier et Populaire induit une mise à distance des ouvriers du privé ; que la forte division existant dans les années 1960-1970 entre les ouvriers suisses et les ouvriers immigrés se manifeste par des prises de position xénophobes au sein de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie ; enfin que, dans les années 2000, la participation de résidents d'origine étrangère au sein des lieux de sociabilité liés à la scène politique - le corps des sapeurs-pompiers et la section locale du Parti Ouvrier et Populaire - se fait sur un mode minorisant.